**Dans la chaleur de l'automne...**

**La période estivale, émaillée d’épisodes caniculaires, est terminée. L’automne arrive : il risque fort d’être (très) orageux !**

Le 1er juillet dernier, à l’heure où la plupart d’entre vous débutaient des vacances bien méritées, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles nous invitait (enfin) à la séance de clôture officielle des négociations relatives à l’accord sectoriel couvrant la période 2021-2022 : l’heure des «bulletins» en quelque sorte. Sans surprise, l’ENSEMBLE des organisations syndicales (tant du personnel enseignant que des ouvriers, du personnel administratif ou des universités) ont refusé de signer le protocole qui nous était soumis. Vous trouverez en page 11 le communiqué officiel de la CSC-Enseignement à ce propos.

Ce «NON» se justifie non seulement parce que le Gouvernement souhaitait que la période couverte par cet accord soit exceptionnellement portée à quatre années (jusqu’au terme de la présente législature) mais surtout parce que son contenu fut jugé inconsistant en regard du ras-le-bol et de la méfiance que vous avez exprimés à trois reprises lors des manifestations de Bruxelles, Mons et Liège.

Nous avons de plus en plus l’impression que nos dirigeant.e.s en charge des matières de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne perçoivent pas la fracture qui se crée entre eux et les personnels de l’enseignement. Ce n’est pas faute de leur répéter à longueur de rencontres. Certes, nous continuons à dire que notre enseignement souffre et qu’il faut le réformer, mais le travail à la hussarde dans un contexte de crises à répétition ne permet pas (plus) l’adhésion nécessaire à la mise en place des réformes du Pacte pour un enseignement d’excellence. Est-ce à dire qu’il faut «jeter le bébé avec l’eau du bain» ? Nous n’avons jamais tenu ce langage mais tout le monde sait que, pour qu’une réforme aboutisse, il faut lui donner du sens et remettre sans cesse l’ouvrage sur le métier.

Pour nous, le Gouvernement n’est pas le seul responsable. Les Fédérations de Pouvoirs organisateurs portent également une lourde responsabilité en exerçant sans cesse une pression sur les directions d’abord et sur les personnels ensuite. Le meilleur exemple est celui des plans de pilotage où la concurrence (eh oui : encore elle) tourne à plein régime, entrainant avec elle la «réunionite» aigue. Il suffit de comparer les objectifs poursuivis par la mise en place de ces plans de pilotage avec ce qu’on en a fait sur le terrain pour comprendre !

Nous attendons que le Gouvernement apporte des réponses claires et précises aux revendications exprimées lors de nos manifestations : des décisions concernant la taille des classes, la charge de travail induite par la mise en place des plans de pilotage et l’évaluation des enseignants. Les Ministres se sont engagés !

Les vacances sont source de décompression. A la rentrée, chacun y va de ses bonnes intentions. A entendre les remontées du terrain, 2022 échappera à cette règle. Vous avez clairement exprimé votre volonté de poursuivre les actions. Nous vous avons entendus. L’automne risque d’être chahuté. Nous reviendrons très prochainement vers vous. Le combat est loin d’être terminé. Nous comptons sur vous pour le gagner !

Dans ce numéro, nous vous proposons un dossier concernant l’enseignement en alternance. Je vous invite également à prendre connaissance du compte-rendu de notre soirée consacrée aux «dessous du CEB». Enfin, l’affiche centrale rappelle la place importante des puériculteur·trice·s au sein des équipes maternelles.

Bonne lecture !

º Roland Lahaye